

# débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 82 | 24 novembre 2005

Contact-abonnement-désabonnement : [debatmilitant@lcr-debatmilitant.org](mailto:debatmilitant@lcr-debatmilitant.org) | Site : [www.lcr-debatmilitant.org](http://www.lcr-debatmilitant.org)

**Comité de coordination** : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,  
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

## Sommaire

- RTM, SNCF, RATP... Quelle politique pour les luttes ?

## RTM, SNCF, RATP...

### Quelle politique pour les luttes ?

La grève reconductible appelée par la CGT, SUD-rail, FO et Fgaac à la SNCF n'aura duré qu'un jour et un peu plus. La polémique et l'hostilité qu'elle avait soulevées rebondissent de plus belle alors que la grève à la RATP n'a eu que peu d'effet.

Pourtant, même si l'appel a été moins suivi que le 4 octobre, il a rencontré chez les cheminots un écho supérieur à celui auquel on pouvait s'attendre du fait justement du choix délibéré de la CGT de ne pas donner de suite au 4 et de laisser le couvre-feu sans autre réponse qu'un communiqué. La direction comme le gouvernement n'ont pas ménagé leurs attaques. Le thème de la grève politique a été chanté sur tous les tons, Le Pen, prenant appui sur la décision du tribunal de Marseille contre les traminots, jugeait la grève « *illégale puisque son motif est politique* ».

Louis Gallois, quant à lui, ironisait sur les « *épouvantails à moineaux* » que seraient les menaces de privatisation... « *Comment peut-on penser*, répliquait le secrétaire de la CGT-cheminots, *que la SNCF échappe à la privatisation après celles partielles ou complètes de France Télécom, d'Air France, d'EDF, de GDF, de la SNCM et de la régie des transports de Marseille ?* ». Et d'ailleurs on s'étonne de voir le même dirigeant de la CGT prendre maintenant pour argent comptant les déclarations de Chirac comme quoi la SNCF était et resterait un service public tant il est vrai que dire une chose pour faire le contraire est devenu quasi une règle pour ce gouvernement.

Pour les cheminots qui avaient tenu à manifester leur mécontentement, leur méfiance à l'égard de leur direction comme du gouvernement, il était difficile d'aller au-delà de cette journée après que Gallois ait fait les gestes leur permettant de reprendre la tête haute. La campagne contre la grève comme la rapidité de la direction à faire un geste, l'intervention de Chirac lui-même, aussi peu crédible qu'elle soit, étaient la démonstration que les grévistes avaient marqué un point.

Le gouvernement a fait des concessions car il craignait d'une certaine façon le fantôme de 95. Il sait bien la situation sociale extrêmement tendue et prête à exploser.

Certes, ces concessions ne coûtent pas grand-chose alors que, selon les déclarations de Gallois, « *Les résultats du premier semestre sont sans doute les meilleurs depuis la création de la SNCF. L'entreprise est en plein développement, elle dégage des bénéfices* ». Ces bénéfices alimentent les profits des financiers par le service de la dette qui s'élève à 350 millions d'euros pour la SNCF et 1,3 milliards d'euros par an pour RFF, plus qu'ils ne sont redistribués au personnel : une prime de 120 euros minimum, 0,3 % d'augmentation en janvier, des gestes plus symboliques qu'autre chose concernant les embauches et la réorganisation en cours. Il n'y a pas de quoi crier victoire. Mais les cheminots savaient bien qu'ils ne pouvaient aller plus loin. Il était

clair que, si la CGT voulait faire de la grève de mardi une démonstration de force, elle n'avait pas caché qu'elle souhaitait négocier au plus vite. Elle ne voulait pas d'une convergence SNCF-RATP au moment où la grève de la RTM connaissait un virage difficile.

Pour elle, la généralisation des luttes n'est pas à l'ordre du jour. Elle n'en veut pas.

La presse parle de «*grève pour rien*», Chérèque, lui, de «*mascarade*». Selon lui, la négociation rapporte plus que la lutte, la grève du 21 novembre en serait une nouvelle illustration.

Mensonges évidents car chacun sait que si les négociations peuvent parfois rapporter quelques brouilles, ce n'est que parce que direction, patronat et gouvernement essayent de neutraliser le mécontentement à moindre frais.

Grève pour rien ? Certainement pas. Les cheminots comme ceux qui ont fait grève à la RATP ont bravé les pressions de la politique du couvre-feu enveloppée dans les discours creux et hypocrites sur la négociation ou le dialogue social. Rien que pour cela leur grève était justifiée.

Les Chérèque et compagnie s'adaptent au rapport de force défavorable auquel ils ont eux-mêmes contribué pour distiller le venin de la passivité : il n'y aurait rien d'autre à faire qu'à accepter le jeu de dupes du dialogue social.

L'erreur de la direction de la CGT est de se prêter à cette même politique au lieu de développer une réelle politique pour les mobilisations, la convergence des luttes, pour un mouvement d'ensemble.

Et cela parce qu'elle raisonne, elle aussi, étroitement en fonction de ses intérêts d'appareils plus qu'en fonction de ceux de l'ensemble des salariés.

Le même jour où les cheminots votaient la reprise, Thibault était reçu, comme les autres partenaires sociaux, par Chirac pour discuter de la lutte contre les discriminations au lendemain de la révolte des banlieues.

Mascarade, oui, que cette concertation, ce dialogue avec un gouvernement qui, après avoir provoqué et méprisé les jeunes, leur répond par le couvre-feu et une justice expéditive.

Chirac essaye de faire passer les mauvais coups au nom de la République, de la lutte contre les discriminations, de l'égalité des chances... Avec Villepin, il s'attache à renouer le dialogue social, reçoit les partenaires sociaux comme si de rien n'était et le couvre-feu un simple exercice de police...

La gauche et les directions syndicales s'y prêtent complaisamment, trop contentes de pouvoir continuer à faire semblant de croire au bien-fondé de leur vote du 5 mai 2002.

Pendant ce temps-là, Sarkozy persiste et signe, voire double la mise.

Raffarin s'était efforcé d'incarner en sa seule personne le front républicain et un nouveau populisme de droite. Le personnage s'est dédoublé, Villepin assure la transition avec Chirac et «*l'esprit de mai*» pendant que Sarkozy assure «*la rupture*»...

Et la gauche comme les directions syndicales restent empêtrées dans la logique du front républicain, sans pouvoir ni vouloir s'en dégager.

Le mécontentement est croissant, il sourd à travers chaque grève, chaque conflit, il explose comme avec la révolte des jeunes des banlieues, mais il n'a pas de politique, lui-même n'arrive pas à se dégager de la collaboration dans laquelle les grandes organisations syndicales et politiques qui prétendent le représenter sont engluées.

Il aurait été possible au lendemain du 4 octobre de discuter partout, sur les lieux de travail, de la suite à donner.

Il aurait été possible de retourner la révolte des jeunes des banlieues contre le gouvernement, pour le mettre en accusation, dénoncer ses provocations, appeler à une journée de mobilisation, de grève et de manifestation contre l'état d'urgence, pour l'urgence sociale et démocratique.

L'ensemble de la gauche comme les directions syndicales sont trop couardes pour le faire.

Les mêmes qui, hier, s'en remettaient à Chirac contre l'extrême droite, laissent les mains libres à Chirac-Villepin-Sarkozy pour faire une politique de plus en plus soucieuse de flatter l'électorat de Le Pen !

Dans ce contexte, l'objectif est de préparer un mouvement d'ensemble, d'unir les mécontentements, de sortir la jeunesse du ghetto à travers une politique visant à regrouper les forces syndicales, associatives, politiques qui n'entendent pas baisser les bras.

Nous avons devant nous, militants d'extrême gauche, une étape nouvelle. Depuis 1995, Lutte ouvrière

et la Ligue communiste révolutionnaire ont permis au mécontentement de s'exprimer sur le terrain électoral tout en jouant un rôle croissant dans les mobilisations. Aujourd'hui, il s'agit de discuter d'une politique pour les luttes, pour, concrètement, pratiquement construire un mouvement d'ensemble. Il s'agit de la formuler et de tenter d'agir ensemble pour la mettre en œuvre.

Il ne s'agit pas de jouer les conseillers comme souvent par le passé l'extrême gauche l'a fait, mais bien d'impulser une politique tout en aidant à la constitution d'un front social et politique pour les luttes : prendre appui sur les collectifs unitaires nés de la campagne pour le Non, unir les forces dans un cadre démocratique, y débattre des initiatives, faire nos propositions, en discuter pour coordonner les luttes, aider à leur convergence.

Une telle politique suppose que nous préservions notre indépendance vis-à-vis des nouvelles combinaisons à gauche pour l'alternance ou l'alternative électorale qui, une fois le PS du Non et du Oui réconcilié au Mans, ne vont pas manquer de tenter de raviver les illusions en un possible changement par les urnes.

L'évolution de la situation sociale et politique depuis le 29 mai est là pour démontrer que l'on ne change pas en profondeur le rapport de force par le bulletin de vote mais bien par la lutte sociale et politique.

Chaque résistance, chaque grève, sont parties prenantes d'une bataille politique pour gagner l'opinion à l'idée qu'il est possible de mettre un coup d'arrêt à l'offensive libérale, qu'il y a urgence. Elles sont des moments d'un même mouvement, leurs acteurs doivent les penser comme tels.

Les militants et animateurs des luttes ne peuvent limiter leur action comme leur raisonnement au seul cadre syndical, mais bien mettre en œuvre une politique pour les luttes, une politique pour les classes populaires.

*Yvan Lemaitre*



N'hésitez pas à diffuser  
et faire circuler **débat***militant*. Merci.